



## PREFET DE LA HAUTE-LOIRE

### DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

#### BUREAU DU CONTROLE DE LEGALITE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**Arrêté complémentaire n° DIPPAL-B3-2010-188  
fixant à la Communauté d'agglomération du Puy en Velay des prescriptions relatives  
à la réhabilitation, la période de suivi après couverture des déchets  
et aux garanties financières de la décharge de La Pépinière  
sur les communes du Puy en Velay et de Cussac sur Loire**

*Le Préfet de la Haute-Loire,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et R516-2 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU le Plan Départemental d'Elimination des Déchets de la Haute-Loire approuvé le 21 mai 2001 ;

VU l'arrêté d'autorisation d'exploiter la décharge de La Pépinière sur la commune du Puy en Velay du 22 juillet 1965 ;

VU l'étude CETE de contournement Est du Puy en 1995 ;

VU le diagnostic de réhabilitation du site de La Pépinière en juillet 1999 ;

VU les études de réhabilitation phase avant-projet A 34726/A de juillet 2004 et phase projet A 36609/C de mai 2005 prenant en compte la décharge de La Pépinière sur la commune du Puy en Velay et celle, contiguë de la commune de Cussac sur Loire ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 5 août 2010 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 23 septembre 2010 ;

CONSIDERANT que cette installation relevant de la rubrique 2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est visée à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 et notamment aux articles 47 à 55 relatifs à la couverture des parties comblées et fin d'exploitation ;

CONSIDERANT que cette installation a fonctionné jusqu'en 1992, qu'elle n'a pas fait l'objet d'une remise en état depuis l'arrêt des dépôts ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 51 de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans pour toute partie couverte ;

CONSIDERANT que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement n'est pas assurée au vu des études menées ;

CONSIDERANT que les études réalisées proposent des aménagements pour la collecte et le traitement des lixiviats, la collecte du biogaz, la couverture des déchets, la mise en sécurité du site par la stabilisation des talus et le traitement des fosses à boues ;

.../...

CONSIDERANT que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié ;

CONSIDERANT que les conditions techniques de réhabilitation, notamment le dispositif de collecte des lixiviats et l'installation d'un réseau d'au moins deux piézomètres aval destiné à la surveillance sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que les conditions de réhabilitation et de suivi après fermeture, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire,

## **ARRÊTE :**

### **TITRE I – PRESCRIPTIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1 –**

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux prescriptions de l'arrêté du 22 juillet 1965 pour assurer la réhabilitation et le suivi après fermeture d'un site de stockage de déchets ménagers et assimilés par la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay.

La Communauté d'Agglomération du Puy en Velay dont le siège est situé 16, place de la Libération 43000 Le Puy en Velay réalise, au plus tard au 31 décembre 2013, les travaux de remise en état du site, le traitement des lixiviats récupérés et la mise en place du programme de suivi après fermeture au lieu-dit «La Pépinière» d'un centre de stockage de déchets non dangereux selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

Désignation	Rubrique	Quantités	Régime
Installation de stockage de déchets non dangereux	2760-2	140 000 m3 OM stockées + 30 000 m3 boues stockées De 1965 à 1992	A Sans seuil

OM : ordures ménagères.

Situation cadastrale : Commune du PUY EN VELAY :

Section E 119 et 120 – Surface totale : environ 3 hectares.

Situation cadastrale : Commune de CUSSAC SUR LOIRE :

Section E 1662 et 2163 p – Surface totale : environ 0,50 hectare.

La surface totale en réhabilitation est arrêtée à celle définie par le plan masse n°1 et n° 2 figurant à l'étude de réhabilitation, soit 3 hectares 50 ares. Elle comprend, outre le casier de stockage de déchets et les casiers de stockage des boues, des bâtiments, un quai de transfert de déchets ménagers et des aménagements inclus dans le périmètre autorisé.

#### **ARTICLE 2 - Caractéristiques générales de l'installation**

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de réhabilitation, lesquelles sont appropriées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après et en tenant compte des meilleures techniques disponibles visées à l'article R 512-28 du code de l'environnement.

### **TITRE II - AMENAGEMENT DU SITE APRES REHABILITATION**

#### **CHAPITRE I - AMENAGEMENT GENERAL**

#### **ARTICLE 3 - AMÉNAGEMENT DES ACCÈS, VOIRIES**

3.1 - L'installation après réhabilitation est entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de deux mètres empêchant l'accès au site. Tous les bâtiments, les aménagements et le quai de transfert sont démontés ou supprimés.

3.2. – La piste périphérique d'une largeur d'environ 4 m est conservée pour faciliter les opérations d'entretien et les accès à l'installation sont aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler. L'entretien de la voirie doit permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps. .../...

Cette voirie ainsi que la zone de stockage des déchets est maintenue en état permanent de propreté. Les moyens employés pour le nettoyage ne doivent pas porter atteinte à la qualité des dispositifs garantissant l'étanchéité.

L'exploitant s'assure de la stabilité des talus et digues et prend toutes les mesures nécessaires (compactage ...) pour éviter les risques d'éboulements, notamment dans les zones de circulation d'engins ou de camions.

3.3. - L'activité de la remise en état et du suivi de la décharge ne doit pas nuire à la propreté de la voirie extérieure.

3.4. - Un panneau de signalisation en matériau résistant porte de façon indélébile toute information utile (nom de l'exploitant, date de l'arrêté d'autorisation, restrictions d'accès).

#### **ARTICLE 4 - INTÉGRATION PAYSAGÈRE**

Afin d'assurer une bonne intégration des installations dans le paysage et de limiter les vues directes sur celles-ci, l'exploitant réalise, avec le concours d'un organisme compétent, un programme de plantations. Celui-ci est soumis à un avis préalable de l'inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 5 - STOCKAGE DE CARBURANTS ET D'AUTRES PRODUITS**

Le stockage des carburants nécessaires aux engins utilisés pour les travaux de réhabilitation doit être effectué selon la réglementation en vigueur. Une cuve de rétention de capacité équivalente au stockage de gazole et d'huile est placée sous les récipients.

### **CHAPITRE II – REHABILITATION APPLICABLE AU CASIER DE STOCKAGE DES DECHETS**

#### **ARTICLE 6 – CONSTITUTION DES TALUS ET DIGUES**

Elle respecte les prescriptions de l'étude géotechnique de l'étude de réhabilitation (étude de stabilité du site, annexe 6 note de calcul n°072/04).

Les pentes admissibles des talus doivent être inférieures ou égales à 1V/2H.

Il est prévu la reprise d'environ 6 800 m<sup>3</sup> de déchets présents sur le site de stockage de déchets de Cussac sur Loire.

#### **ARTICLE 7 – COLLECTE ET TRAITEMENT DES LIXIVIATS**

La gestion des lixiviats présents dans la décharge est assurée par un réseau périphérique de fossés étanches et drainants associé à des éperons drainants collectant gravitairement les lixiviats. Le dispositif est conforme au plan n°2 gestion des lixiviats du rapport A 36609/C ou présentant une efficacité équivalente. Les opérations d'excavation des déchets de la décharge nécessitent le rabattement du niveau des lixiviats contenus dans les déchets. Des puits de collecte de lixiviats équipés de pompes doivent être mis en place durant ces opérations.

Un bassin de rétention étanche de 225 m<sup>3</sup> minimum assure le stockage des lixiviats avant leur traitement. Celui-ci est enterré en cas de réalisation de l'aire de repos de la RN 88.

#### **ARTICLE 8 – DRAINAGE, COLLECTE ET TRAITEMENT DES BIOGAZ**

Le réseau de captage du biogaz est composé d'un ensemble de puits de captage assurant l'extraction verticale sans destruction du biogaz et figurant au plan n°1 du rapport A 36609/C. Ce réseau dispose d'un échappement aérien de type lampadaire ou est éloigné comme mentionné au plan n°1 ci-dessus en cas de réalisation de l'aire de repos de la RN 88.

#### **ARTICLE 9 – GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT**

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, est mis en place.

Le réseau de gestion des eaux pluviales est conforme au plan n°3 du projet de l'étude A36609/C. Deux bassins versants sont sous gestion de l'exploitant : bassin versant Nord 12 460 m<sup>2</sup> et bassin versant Sud 17 710 m<sup>2</sup>. La gestion du 3<sup>ème</sup> bassin versant constitué du talus routier de la RN 88 est pris en charge par l'Etat.

Les eaux de ruissellement internes sont collectées par des fossés (dimensions conformes au tableau 9 de l'étude A 36609/C) et envoyées dans un bassin étanche de 300 m<sup>3</sup> minimum pour le bassin versant Nord et dans un bassin étanche de 490 m<sup>3</sup> pour le bassin versant Sud avant rejet dans le milieu naturel, au plus tard deux mois après la couverture des alvéoles. L'étanchéité est assurée par des géosynthétiques conformes au descriptif du projet A 36609/C.

Les bassins de rétention/décantation sont munis d'une vanne et équipés de façon à permettre la réalisation des prélèvements et analyses dans le cadre du suivi environnemental. .../...

### **CHAPITRE III – REHABILITATION APPLICABLE AUX CASIERS DE STOCKAGE DES BOUES**

#### **ARTICLE 10 – CONSOLIDATION GÉOTECHNIQUE DES BOUES IN-SITU**

Le système de drainage vertical est conforme à la figure 5 de l'étude de réhabilitation et comprend :

- la mise en place d'un remblai drainant primaire constitué de 0,70 m minimum de matériaux traficables ;
- la mise en place d'une couche drainante constituée de 0,30 m de matériaux granulaires 20/60 ;
- la mise en place de drains chaussette verticaux selon un maillage 3 m x 3 m ;
- la gestion des lixiviats lors de la mise en place du remblai de chargement.

#### **ARTICLE 11 – COLLECTE ET TRAITEMENT DES LIXIVIATS**

La gestion des eaux issues du drainage vertical est assurée par le raccordement du regard au réseau de gestion des lixiviats par un tuyau PEHD de diamètre 110 mm. La récupération des lixiviats issus du drainage vertical a lieu dans le bassin de rétention des lixiviats

### **CHAPITRE IV – REHABILITATION APPLICABLE AU QUAI DE TRANSFERT DES DECHETS**

#### **ARTICLE 12 – QUAI DE TRANSFERT**

Le quai de transfert cesse son activité au démarrage des travaux de remise en état de la décharge. Le démantèlement et l'élimination des déchets encore présents sont compris dans les travaux de réhabilitation de la décharge.

### **TITRE III – TRAVAUX DE REHABILITATION**

#### **ARTICLE 13 - PLAN PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le plan prévisionnel des travaux qui précise l'organisation dans le temps des travaux de réhabilitation est celui du dossier de réhabilitation. Il est coordonné aux travaux de contournement du Puy en Velay devant se dérouler sur la période 2010-2013. Les travaux de réhabilitation doivent s'achever au plus tard fin décembre 2013.

#### **ARTICLE 14 - PLAN DES TRAVAUX**

L'exploitant doit tenir à jour un plan de réhabilitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspection des installations classées à l'issue de la réception définitive des travaux .

#### **ARTICLE 15 - PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE**

Les abords du site doivent être débroussaillés sur 10 m de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

#### **ARTICLE 16 - TRAITEMENT DES ODEURS**

En cas de fort dégagement d'odeurs (biogaz, travaux d'excavation des déchets et consolidation in-situ des boues) susceptible d'incommoder le voisinage, la zone est immédiatement équipée d'un système de vaporisation de produit masquant et l'entreprise, pendant la phase chantier, ou l'exploitant doit procéder aux vaporisations nécessaires.

#### **ARTICLE 17 - PRÉVENTION DES ENVOLS**

Le mode des travaux doit permettre de limiter les envols de déchets. L'exploitant met en place autour de la zone des travaux un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.

#### **ARTICLE 18 - PRÉVENTION DES NUISANCES DIVERSES**

Les opérations de modelage définies à l'article 30 doivent être réalisées en même temps que les opérations d'excavation de la décharge (articles 7, 8, 9 et 11) pour éviter toute reprise en masse des déchets.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter, en cas de forte prolifération susceptible d'incommoder le voisinage, contre les rats, les insectes et les oiseaux, en particulier, pour ces derniers, au voisinage des aérodromes, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone des travaux.

## **ARTICLE 19 - GESTION DES DÉCHETS DES TRAVAUX**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses travaux pour assurer une bonne gestion des déchets des entreprises, dans le respect des dispositions du code de l'environnement.

## **TITRE IV - SUIVI ET CONTROLE DES REJETS**

### **CHAPITRE I – CONTROLES DU BIOGAZ ET DES LIXIVIATS**

#### **ARTICLE 20 - CONTRÔLE DU BIOGAZ**

Les installations de captage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>S. De même, le débit capté sera mesuré. La fréquence des analyses est fixée à 2 fois par an. Au bout de cinq ans, la périodicité pourra être revue en fonction des résultats des analyses.

#### **ARTICLE 21 - TRAITEMENT DES LIXIVIATS**

Les lixiviats sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur. Une convention de traitement doit être transmise à l'inspection des installations classées dans les six mois après notification du présent arrêté et sur la base des analyses prévues à cet article.

L'ouvrage de relèvement des lixiviats fera office de bassin tampon intermédiaire.

Les lixiviats ne peuvent être traités en station d'épuration que s'ils respectent les valeurs limites suivantes :

Métaux totaux dont :	< 15 mg/l.
Cr6+	< 0,1 mg/l
Cd	< 0,2 mg/l.
Pb	< 0,5 mg/l
Hg	< 0,05 mg/l
As	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l
CN libres	< 15 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l
composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l

Sont interdits :

- la dilution des lixiviats,
- l'épandage des lixiviats.

#### **ARTICLE 22 - CONTRÔLE DES REJETS DE LIXIVIATS**

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés dans le bassin de rétention des lixiviats cités à l'article 7.

Pour les lixiviats, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance. La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

	Période de suivi (période d'au moins trente ans après les travaux de réhabilitation du site)
Volume de lixiviat	En continu (volume journalier)
Composition du lixiviat (liste des paramètres visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié)	Tous les six mois (1)

(1) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.

Dans le cas du raccordement à un ouvrage de traitement collectif, la surveillance doit être réalisée à la sortie de l'installation de stockage ou à l'arrivée sur le site de traitement, avant tout mélange avec d'autres effluents, notamment

afin de vérifier la traitabilité effective de l'effluent dans l'installation externe. Le traitement des lixiviats dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, ou le raccordement à une telle station, n'est envisageable que dans le cas où celle-ci est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration.

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance doivent être effectuées par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins cinq ans.

## **CHAPITRE II - CONTROLES DES EAUX**

### **ARTICLE 23 - CONTRÔLE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau est constitué d'au moins 2 piézomètres situés en aval hydraulique de l'installation de stockage et 1 piézomètre en amont hydraulique.

Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines selon les modalités suivantes :

	Période de suivi (1) : période d'au moins trente ans après les travaux de réhabilitation du site
Composition simple des eaux souterraines	Tous les ans
Composition approfondie des seuls piézomètres avals	Tous les 4 ans

(1) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme " Prélèvement d'échantillons -Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 " et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont les suivants :

composition simple	pH. Conductivité et carbone organique total COT.
composition approfondie	pH. Conductivité. Carbone organique total COT. Matières en suspension MES. Demande chimique en oxygène DCO Demande biochimique en oxygène DBO5. Azote global. Phosphore total. Phénols. Cr6+. Cd. Pb. Hg. As. Fluor et composés en F. CN libres. Hydrocarbures totaux. Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées chaque année. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées à l'article suivant sont mises en œuvre.

### **ARTICLE 24 - PLAN DE SURVEILLANCE RENFORCÉE DES EAUX SOUTERRAINES**

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

.../...

## **ARTICLE 25 - CONTRÔLE DES EAUX DE RUISSELLEMENT**

Une surveillance de la qualité des eaux des bassins mentionnés à l'article 9 est réalisée avant rejet conformément au tableau suivant :

	Période de suivi (période d'au moins trente ans après les travaux de réhabilitation du site)
PH, conductivité	avant rejet des eaux des bassins
Date et volume du rejet	annoté sur le registre

En cas d'anomalie, les paramètres fixés pour la composition des lixiviats visée à l'article 22 ci-dessus sont analysés.

## **ARTICLE 26 - SUIVI DU BILAN HYDRIQUE**

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés). Ce bilan est calculé annuellement, tant que les lixiviats sont citernés. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

## **TITRE V - INFORMATION SUR L'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 27 - INFORMATION**

Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres et communiqués à l'inspection des installations classées tous les ans.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues aux chapitres I et II du titre IV ainsi que plus généralement tout élément d'information pertinent sur l'exploitant de l'installation de stockage dans l'année écoulée.

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

### **ARTICLE 28 - INFORMATION DU PUBLIC**

Conformément à l'article R 125-2 du code de l'environnement fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à l'article L 125-1 du code de l'environnement, et à l'occasion de la mise en œuvre des travaux, l'exploitant adresse au maire de la commune où ils se réalisent un dossier technique d'information.

Il assure l'actualisation de ce dossier.

## **TITRE VI - COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES ET FIN D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 29 - COUVERTURE DES CASIERS DE DÉCHETS**

Une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage conformément à l'étude de réhabilitation.

Les déchets doivent être recouverts au minimum de bas en haut :

- a) sur les pentes  $> 4\%$  et  $< 1V/3H$  :
  - d'une couche de forme sur environ 0.30 m d'épaisseur ;
  - d'un écran semi-imperméable (perméabilité comprise entre  $10^{-8}$  et  $10^{-9}$  m/s) constitué d'une couche d'un mètre de matériaux argileux compactés ou tout autre dispositif équivalent ;
  - d'un dispositif de drainage constitué soit par 0,20 m de pouzzolane et de drains chaussette soit par un géosynthétique équivalent ;
  - d'une couche de reprise de la végétation d'une épaisseur minimale de 0,50 m ;
  - d'un couvert végétal grâce à un engazonnement rustique local à racines traçantes.
- b) sur les pentes de talus 1V/3H et 1V/2H :
  - d'une couche de reprise de la végétation d'une épaisseur minimale de 0,50 m ;
  - d'un couvert végétal grâce à un engazonnement rustique local à racines traçantes.

Un merlon périphérique de 0,50 m de hauteur, 0,50 m de largeur en crête et un fruit de 1V/2H est réalisé en crête de talus et dirige les eaux météoriques vers les fossés en crête et pied de talus. Les caractéristiques des fossés sont fixées à l'article 9.

.../...

Les matériaux argileux de la couverture semi-perméable doivent subir une caractérisation géotechnique et répondre aux conditions techniques précisées par l'étude de réhabilitation.

### **ARTICLE 30 – RÉAMÉNAGEMENT DU SITE**

Le réaménagement final présente un modelé dont les pentes sont au minimum de 4 % et conforme au plan n° 1 du projet de l'étude de réhabilitation A36609/C. La cote finale de réaménagement ne doit pas excéder 857,50 m NGF.

La revégétalisation du site est prévue par un engazonnement rustique local à racines traçantes. En cas de réalisation de l'aire de repos de la RN 88, il est procédé à sa clôture et à la plantation d'arbustes.

### **ARTICLE 31 - DISPOSITIONS POST-RÉHABILITATION**

A la fin de la période de réhabilitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et ceci pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

### **ARTICLE 32 - MISE EN PLACE DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Conformément aux articles L 515-8 à L 515-12 et R 515-24 à R 515-31 du code de l'environnement, et au plus tard après la fin de la période d'exploitation, des servitudes d'utilité publique sont instituées sur tout ou partie de l'installation.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

### **ARTICLE 33 - PLAN DU SITE APRÈS COUVERTURE**

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 14.

### **ARTICLE 34 - PROGRAMME DE SUIVI**

Un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans après les travaux de réhabilitation du site.

La première phase du programme de suivi réalisée sur 5 ans comprend :

- le contrôle tous les mois du système de drainage et de rétention des lixiviats ;
- le contrôle tous les mois du système de captage du biogaz ;
- le contrôle de la qualité du biogaz prévues à l'article 20 ci-dessus ;
- le contrôle de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions de l'article 23 du présent arrêté ;
- le contrôle de la qualité des rejets (lixiviats et eaux superficielles) conformément aux prescriptions des articles 21, 22 et 25 du présent arrêté ;
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal).

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

### **ARTICLE 35 - CESSATION DÉFINITIVE DU SUIVI DE L'INSTALLATION**

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet le dossier prévu aux articles R 512-74 à R 512-76 du code de l'environnement.

## **TITRE VII - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 36 -**

Toute modification apportée par le permissionnaire et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de réhabilitation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.



Ils peuvent fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Le permissionnaire doit se conformer aux prescriptions édictées par le livre II du Code du Travail et des textes subséquents relatifs à l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **TITRE VIII - LES GARANTIES FINANCIERES**

### **ARTICLE 37 - MONTANT DE LA GARANTIE**

La Communauté d'Agglomération du Puy en Velay produit, au plus tard dans les trois mois de la publication de cet arrêté, une garantie fixée pour la période de suivi après réhabilitation du site à 75 % du montant minimum forfaitaire globalisé de 381 122 € H T, soit 285 841.50 € HT.

Ce montant, pour la période post exploitation, est dégressif sur la base suivante :

- . période n, n + 5 : 285 841.50 € HT
- . période n + 6, n + 15 : - 25 %
- . période n + 16, n + 30 : - 1 % par an.

Le montant de garantie est automatiquement actualisé, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base du dernier indice TPO1 connu.

### **ARTICLE 38 - JUSTIFICATION DE LA GARANTIE FINANCIÈRE**

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter, la remise en état, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident après la fermeture.

La garantie financière est constituée sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire, conforme au modèle annexé à l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996, délivré soit par un établissement de crédit soit par une entreprise d'assurance.

L'attestation de renouvellement de la garantie financière actualisée devra être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins trois mois avant son échéance.

Indépendamment des sanctions pénales qui peuvent être engagées, l'absence de garanties financières, constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

### **ARTICLE 39 - APPEL À LA GARANTIE FINANCIÈRE**

Indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées, le préfet fait appel à la garantie financière :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état et de surveillance, après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.
- soit après disparition juridique de l'exploitant.

### **ARTICLE 40 - LEVÉE DE LA GARANTIE FINANCIÈRE**

La levée de la garantie financière est liée à la validation du dossier conforme aux articles R 512-74 à R 512-76 du code de l'environnement à fournir six mois au moins avant l'échéance de la fin de la période de suivi définie à l'article 34 et comprenant :

- le plan d'exploitation à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une étude géotechnique de stabilité du dépôt ;
- le relevé topographique détaillé du site ;
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées au moins depuis cinq ans ;
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore devoir être exercée sur le site ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

A la suite de la réception du dossier de fin d'exploitation adressé par l'exploitant, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une inspection du site pour s'assurer que la remise en état est conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Le préfet peut demander la réalisation, en application de l'article R 516-5 du code de l'environnement, et aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée des garanties financières.

L'inspection des installations classées établit après cette visite un rapport de visite dont un exemplaire est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information si elle existe et si possible au garant. Il consulte à cette occasion les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières.

Copie de l'arrêté doit être adressée à l'établissement garant.

## **TITRE IX – DISPOSITIONS A CARACTERE REGLEMENTAIRE**

### **ARTICLE 41 – NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Puy en Velay et de Cussac sur Loire pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché aux dites mairies pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Haute-Loire.

### **ARTICLE 42 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité ou d'affichage prévues à l'article 41 du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **ARTICLE 43 – EXECUTION ET COPIE**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire

M. le maire du Puy en Velay et de Cussac sur Loire

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne

M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL au Puy en Velay

M. le directeur départemental des territoires

M. le délégué territorial de l'agence régionale de santé

M. le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours

M. le directeur régional de la CARSAT

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à

M. le président de la communauté d'agglomération du Puy en Velay et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Au Puy en Velay, le 2 novembre 2010

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Robert ROUQUETTE

# Table des matières

TITRE I – PRESCRIPTIONS GENERALES.....	2
ARTICLE 1 – .....	2
ARTICLE 2 - Caractéristiques générales de l'installation.....	2
TITRE II - AMENAGEMENT DU SITE APRES REHABILITATION.....	2
CHAPITRE I - AMENAGEMENT GENERAL.....	2
ARTICLE 3 - Aménagement des accès, voiries.....	2
ARTICLE 4 - Intégration paysagère.....	3
ARTICLE 5 - Stockage de carburants et d'autres produits.....	3
CHAPITRE II – REHABILITATION APPLICABLE AU CASIER DE STOCKAGE DES DECHETS.....	3
ARTICLE 6 – Constitution des talus et digues.....	3
ARTICLE 7 – Collecte et traitement des lixiviats.....	3
ARTICLE 8 – Drainage, collecte et traitement des biogaz.....	3
ARTICLE 9 – Gestion des eaux de ruissellement.....	3
CHAPITRE III – REHABILITATION APPLICABLE AUX CASIERS DE STOCKAGE DES BOUES.....	4
ARTICLE 10 – Consolidation géotechnique des boues in-situ.....	4
ARTICLE 11 – Collecte et traitement des lixiviats.....	4
CHAPITRE IV – REHABILITATION APPLICABLE AU QUAI DE TRANSFERT DES DECHETS.....	4
ARTICLE 12 – Quai de transfert.....	4
TITRE III – TRAVAUX DE REHABILITATION.....	4
ARTICLE 13 - Plan prévisionnel des travaux.....	4
ARTICLE 14 - Plan des travaux.....	4
ARTICLE 15 - Prévention des risques d'incendie.....	4
ARTICLE 16 - Traitement des odeurs.....	4
ARTICLE 17 - Prévention des envols.....	4
ARTICLE 18 - Prévention des nuisances diverses.....	4
ARTICLE 19 - Gestion des déchets des travaux.....	5
TITRE IV - SUIVI ET CONTROLE DES REJETS.....	5
CHAPITRE I – CONTROLES DU BIOGAZ ET DES LIXIVIATS.....	5
ARTICLE 20 - Contrôle du biogaz.....	5
ARTICLE 21 - Traitement des lixiviats.....	5
ARTICLE 22 - Contrôle des rejets de lixiviats.....	5
CHAPITRE II - CONTROLES DES EAUX.....	6
ARTICLE 23 - Contrôle des eaux souterraines.....	6
ARTICLE 24 - Plan de surveillance renforcée des eaux souterraines.....	6
ARTICLE 25 - Contrôle des eaux de ruissellement.....	7
ARTICLE 26 - Suivi du bilan hydrique.....	7
TITRE V - INFORMATION SUR L'EXPLOITATION.....	7
ARTICLE 27 - Information.....	7
ARTICLE 28 - Information du public.....	7
TITRE VI - COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES ET FIN D'EXPLOITATION.....	7
ARTICLE 29 - Couverture des casiers de déchets.....	7
ARTICLE 30 – Réaménagement du site.....	8
ARTICLE 31 - Dispositions post-réhabilitation.....	8
ARTICLE 32 - Mise en place de servitudes d'utilité publique.....	8
ARTICLE 33 - Plan du site après couverture.....	8
ARTICLE 34 - Programme de suivi.....	8
ARTICLE 35 - Cessation définitive du suivi de l'installation.....	8
TITRE VII - DISPOSITIONS GENERALES.....	8
ARTICLE 36 - .....	8
TITRE VIII - LES GARANTIES FINANCIERES.....	9
ARTICLE 37 - Montant de la garantie.....	9
ARTICLE 38 - Justification de la garantie financière.....	9
ARTICLE 39 - Appel à la garantie financière.....	9
ARTICLE 40 - Levée de la garantie financière.....	9
TITRE IX – DISPOSITIONS A CARACTERE REGLEMENTAIRE.....	10
ARTICLE 41 – NOTIFICATION ET PUBLICITE.....	10
ARTICLE 42 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS.....	10
ARTICLE 43 – EXECUTION ET COPIE.....	10